

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 161
5 janvier 2010

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Pour le retrait pur et simple de la réforme des lycées, la responsabilité de la FSU : rompre la concertation avec le gouvernement, organiser l'affrontement avec lui.

Intervention de la tendance Front Unique au Bdfn de la FSU du 04/01/2009

Sarkozy dans ses vœux de fin d'année a mis en tout premier point un hommage hélas justifié aux directions syndicales, pour « leur sens des responsabilités » qui, selon lui a permis « ensemble, d'éviter le pire ».

Pour les travailleurs, le « pire » de la crise du capitalisme est encore à venir. On nous dit aujourd'hui qu'un million de chômeurs vont être en fin de droits dès ce mois de janvier. Et alors que l'investissement productif continue de baisser, que les carnets de commandes sont creux, il n'est pas besoin d'être sorcier pour savoir que le capitalisme va infliger en 2010 une nouvelle année terrible pour la classe ouvrière et les couches populaires.

Qu'est-ce donc que ce « pire » qui a été évité grâce au « syndicalisme responsable » qu'encense Sarkozy ? C'est la remise en cause de la politique de son gouvernement, de ses « réformes » qui visent à reporter le fardeau de la crise sur les épaules des travailleurs.

Comment a-t-il été évité ? Par l'association minutieuse, constante, des directions syndicales à la politique du gouvernement. Et ça continue : Sarkozy annonce pour février une conférence pour définir de concert « l'agenda social » de l'année – au centre duquel, on le sait, se trouve la question de la destruction des régimes de retraites. Presque dans la foulée, une autre conférence, cette fois tournée vers les « déficits », cette dette publique creusée ces derniers mois pour le plus grand profit des groupes bancaires et industriels.

Il voudrait présenter ses « vœux aux forces de la connaissance » le 11 janvier alors qu'il s'emploie à détruire l'Université et plus largement l'ensemble de l'enseignement public.

A vrai dire Sarkozy peut non seulement se féliciter de ce que les directions syndicales, jusqu'ici, s'inscrivent totalement dans cette cogestion de la crise du capitalisme, mais aussi de la façon dont les dirigeants syndicaux gèrent les « conflits ». La question de la formation des enseignants a permis de le mesurer. Mais comment le gouvernement ne se féliciterait-il pas in petto de ce que les travailleurs sans-papiers soient pris dans l'étau de la « revendication » d'une circulaire – c'est-à-dire d'une autre mouture de l'application de la politique des Hortefeux-Besson, à l'opposé de la régularisation de tous les sans-papiers ? Comment ne pourrait-il prendre acte positivement que les risques potentiels de grève des transports au moment de sa réforme des retraites à venir au printemps ont été en quelque sorte déminés par les actions menées par les appareils syndicaux sur le RER, et ceci sous la « revendication syndicale » d'une prime, qui plus est avec une partie au mérite ?

Et ce n'est pas le dispositif arrêté dans la fonction publique et l'enseignement qui peut démentir Sarkozy. Aujourd'hui la question décisive, celle sur laquelle notamment les lycéens ont commencé à chercher les voies du combat, c'est la réforme des lycées. Non seulement par les diminutions d'horaires qu'elle signifierait, mais tout autant par le pas en avant significatif qu'elle entraîne dans l'autonomie des établissements. Ce cran franchi dans l'autonomie est à mettre en relation avec le développement des expérimentations des « Epep » dans le primaire, et avec le « grand emprunt » qui vise à financer la privatisation des principaux « pôles universitaires ».

Or on a d'une part le 21 un appel à une journée d'action, un « temps fort » fonction publique, dans le magma duquel cette revendication est totalement noyée. De l'autre on a une manifestation nationale « pour l'éducation » le 30 janvier, dont il est difficilement concevable que les personnels ne la voient pas comme une parade à usage interne à la veille de notre congrès. En tout état de cause, personne ne pourra faire croire qu'il s'agit de combattre le gouvernement dans l'affaire. Si les lycéens et les enseignants n'arrivaient pas à bousculer ce dispositif et arracher le retrait pur et simple de la « réforme des lycées », la direction de la FSU en porterait une sérieuse responsabilité.

Pour notre part, Front Unique réaffirme : c'est le gouvernement qu'il faut combattre, vaincre, et avec lequel il faut imposer la rupture du « dialogue social » « responsable » : en ce sens je propose que la direction de la FSU ne se rende pas aux vœux que présentera Sarkozy le 11. Un tel affront au gouvernement serait de nature à encourager la mobilisation des lycéens et des enseignants sur leur propre terrain et pour leurs propres objectifs.